

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Résultats annuels 2013 : objectif d'équilibre du cash-flow opérationnel libre atteint malgré un contexte difficile

- **Chiffre d'affaires : 9 240 M€ (+ 6,4 % à p.c.c.) tiré par les activités nucléaires (+ 7,1 % à p.c.c.)**
- **Progression de l'EBE¹ : 1 043 M€ (+ 291 M€ vs 2012)**
- **Amélioration très significative du Cash Flow Opérationnel libre² : 204 M€ (+ 927 M€ vs 2012)**
- **Résultat net part du groupe négatif (- 494 M€) affecté par des provisions et par les pertes dans les Energies renouvelables**
- **Perspectives de cash-flow opérationnel libre avant impôts positif en 2014, puis en croissance significative en 2015-2016, malgré une conjoncture incertaine à court terme**

Paris, le 26 février 2014

Le Conseil de Surveillance d'AREVA, réuni ce jour sous la Présidence de Pierre Blayau, a examiné les comptes clos au 31 décembre 2013, arrêtés par le Directoire. A propos des résultats, Luc Oursel, Président du Directoire, a déclaré :

« L'année 2013 a marqué une étape majeure dans le redressement de la performance du groupe avec le franchissement d'un jalon clé du plan Action 2016 : le retour à l'équilibre du cash-flow opérationnel libre. Pour la première fois depuis 2005, la trésorerie générée par nos opérations a permis de financer les investissements stratégiques nécessaires à une croissance profitable pour le groupe. Pour parvenir à ce résultat, nous nous sommes appuyés sur une croissance solide des activités nucléaires, la contribution du plan de réduction des coûts et une gestion stricte de notre trajectoire d'investissements.

La performance du groupe en 2013 a néanmoins été affectée au niveau du résultat net par deux projets lancés dans les années 2000 (OL3 et une modernisation de centrale) et par les activités renouvelables.

Sur le marché des renouvelables, dans une conjoncture marquée par une baisse des investissements des clients, AREVA a pris l'initiative d'anticiper le mouvement de consolidation nécessaire du secteur en mettant en place des partenariats industriels, à l'instar du projet de co-entreprise avec Gamesa qui ambitionne de créer un champion européen dans l'éolien en mer. Des démarches similaires sont engagées dans l'énergie solaire et le stockage d'énergie.

Nous poursuivons la mise en œuvre du plan Action 2016 pour tenir le cap du redressement d'AREVA. Malgré une conjoncture incertaine et le poids des projets lancés dans les années 2000, nous prévoyons une amélioration continue de la performance et une croissance significative de la génération de trésorerie à l'horizon du plan. »

¹ Retraité pour 2012 des cessions et de l'indemnité d'assurance reçue au titre d'OL3

² Retraité des cessions 2012

Service de Presse

Julien Duperray
Katherine Berezowskyj
Aurélien Grange
Jérôme Rosso
Alexandre Thébaud
T : +33 (0)1 34 96 12 15
press@areva.com

Relations Investisseurs

Marie de Scorbiac
marie.descorbiac@areva.com
T : +33 (0)1 34 96 05 97
Philippine du Repaire
philippine.durepaire@areva.com
T : +33 (0)1 34 96 11 51

I – Analyse des chiffres clés du groupe

A des fins de comparaison et pour pouvoir suivre les indicateurs qui sont utilisés dans les perspectives financières du Groupe, ceux-ci sont retraités des cessions d'actifs réalisées dans le cadre du plan Action 2016. Celles-ci ont contribué en 2012 au résultat opérationnel et à l'excédent brut d'exploitation à hauteur de 218 millions d'euros sous forme de plus-value et aux désinvestissements à hauteur de 273 millions d'euros.

Suite à l'annonce, le 20 janvier 2014, de l'entrée en négociations exclusives avec Gamesa en vue de la création d'une coentreprise (50 % AREVA, 50 % Gamesa) dans le domaine de l'éolien en mer ainsi que du lancement au 2nd semestre 2013 de démarches actives auprès de partenaires potentiels, en vue de mettre en place un accord de partenariat stratégique ou une prise de participation au capital d'AREVA Solar et en application de la norme IFRS 5, les activités Energie éolienne et Energie solaire ne contribuent ainsi plus au chiffre d'affaires ou aux soldes intermédiaires de gestion (excédent brut d'exploitation, résultat opérationnel, cash-flow opérationnel libre). Les données de l'année 2012 ont donc été retraitées pour présenter un *proforma* à périmètre comparable aux résultats 2013 et le résultat de ces activités est présenté sur une ligne spécifique « résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession ». En conséquence, le carnet de commandes et le chiffre d'affaires publiés le 30 janvier 2014 ont été retraités de l'activité Energie solaire.

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 proforma	Variation 2013/2012
Carnet de commandes	41 521	44 602	- 6,9 %
Chiffre d'affaires	9 240	8 886	+ 4,0 %
Dont activités nucléaires ¹	9 042	8 633	+ 7,1 % à p.c.c.
Dont activités renouvelables	69	117	- 35,7 % à p.c.c.
Excédent brut d'exploitation retraité²	1 043	1 052	- 9 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	+ 11,3 %	+ 11,8 %	- 0,5 pt
Excédent brut d'exploitation retraité², hors indemnité d'assurance reçue sur OL3 en 2012	1 043	752	+ 291 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	+ 11,3 %	+ 8,5 %	+ 2,8 pts
Excédent brut d'exploitation publié	1 043	1 270	- 227 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	+ 11,3 %	+ 14,3 %	- 3,0 pts
Cash-flow opérationnel libre avant IS retraité²	204	(723)	+ 927 M€
Cash-flow opérationnel libre avant IS publié	204	(450)	+ 654 M€
Résultat opérationnel retraité²	11	88	- 77 M€
Résultat opérationnel publié	11	306	- 295 M€
Résultat net part du groupe	(494)	(99)	- 395 M€
Résultat net par action	- 1,30 €	- 0,26 €	- 1,04 €
	31.12.13	31.12.12	
Endettement (+) / trésorerie (-) net(te)	4 415	4 307	+ 108 M€
Ratio dette nette / (dette nette + fonds propres)	46,5 %	43,7 %	- 2,8 pts

¹ Activités nucléaires : activités des BG Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval et de la Direction Ingénierie et Projets (comptabilisée dans la ligne Autres)

² Retraité des impacts du plan de cession 2012

Visibilité offerte par le carnet de commandes et forte croissance du chiffre d'affaires

Le carnet de commandes total du groupe s'élève à 41,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en baisse par rapport au 31 décembre 2012 (44,6 milliards d'euros). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteint 9 240 millions d'euros en 2013, en hausse de 4,0 % en données publiées et de 6,4 % à p.c.c. par rapport à 2012 (voir communiqué de presse du 30 janvier 2014).

Progression de l'excédent brut d'exploitation (EBE)¹ (hors indemnité assurance OL3 reçue en 2012)

L'EBE retraité¹ est stable par rapport à 2012 (passant de 1 052 millions d'euros en 2012 à 1 043 millions d'euros en 2013), où il avait bénéficié de l'indemnité d'assurance reçue au titre du projet EPRTM d'Olkiluoto 3 pour 300 millions d'euros. Hors cette indemnité d'assurance, l'EBE progresse ainsi de 291 M€, soit + 39 %.

Analyse de l'excédent brut d'exploitation¹ (EBE) par Business Group (BG) :

Dans le **BG Mines**, l'EBE retraité¹ s'élève à 655 millions d'euros en 2013 contre 425 millions d'euros en 2012. Il bénéficie d'une forte hausse des volumes vendus sur l'année (+ 42 %), ces volumes provenant de la dilution des inventaires militaires russes (via les accords dits « HEU » qui ont pris fin le 31 décembre 2013) et du déstockage réalisé dans le cadre du plan Action 2016. Cette performance s'explique également par un mix ressources favorable et la maîtrise des coûts de production.

L'EBE du **BG Amont** s'élève à 328 millions d'euros en 2013 contre 294 millions d'euros en 2012 où il bénéficiait d'une plus-value de cession d'actifs corporels pour un montant de 77 millions d'euros. Cette performance s'explique notamment par :

- la montée en puissance de l'usine d'enrichissement Georges Besse II ;
- l'effet positif des plans d'amélioration de la performance dans l'ensemble des activités du Business Group ;
- et ce, malgré les décaissements relatifs aux opérations effectuées en préalable à l'arrêt d'exploitation d'installations industrielles, qui ont été provisionnés au cours des exercices précédents.

Dans le **BG Réacteurs et Services**, l'EBE est de - 264 millions d'euros en 2013, en recul par rapport à 2012 (98 millions d'euros) au cours duquel la contribution de 300 millions d'euros de l'indemnité d'assurance reçue au titre du projet OL3 avait été enregistrée. Hors cette indemnité d'assurance, il recule de 63 millions d'euros principalement du fait du poids du projet d'EPRTM d'Olkiluoto 3 et d'un projet de modernisation de centrale.

Le **BG Aval** enregistre un EBE de 531 millions d'euros en 2013 contre 417 millions d'euros en 2012. Cette hausse s'explique notamment par la contribution de contrats étrangers non-récurrents.

¹ Retraité des impacts du plan de cession en 2012

L'EBE du **BG Energies Renouvelables** s'élève à - 33 millions d'euros en 2013, en recul par rapport à 2012 (- 14 millions d'euros). La contribution négative de l'EBE du BG provient de la baisse de l'activité Bioénergie au Brésil.

L'EBE publié passe de 1 270 millions d'euros en 2012 à 1 043 millions d'euros en 2013, en baisse de 227 millions d'euros.

Très nette amélioration du cash-flow opérationnel libre

Retraité des cessions 2012, le cash-flow opérationnel libre avant impôts progresse de 927 millions d'euros par rapport à 2012 (+ 204 millions d'euros en 2013 contre - 723 millions d'euros en 2012), bénéficiant de l'effet combiné de l'amélioration de la performance, de la maîtrise des investissements sur la période et de l'optimisation du besoin en fonds de roulement (BFR) opérationnel, partiellement compensés par l'indemnité d'assurance reçue en 2012 au titre du projet d'EPRTM d'Olkiluoto 3.

Analyse de la variation du BFR opérationnel par BG :

La variation du BFR opérationnel est positive de 543 millions d'euros en 2013 à comparer à 312 millions d'euros en 2012.

La variation du BFR opérationnel du **BG Mines** est positive de 216 millions d'euros (contre une contribution positive de 261 millions d'euros en 2012) du fait notamment de la diminution des stocks.

La variation du BFR opérationnel du **BG Amont** est positive de 207 millions d'euros (contre 7 millions d'euros en 2012) bénéficiant des résultats des actions sur la maîtrise du poste dettes fournisseurs.

La variation du BFR opérationnel du **BG Réacteurs et Services** est positive de 166 millions d'euros (contre 44 millions d'euros en 2012) notamment grâce à la réception d'avances clients.

La variation du BFR opérationnel du **BG Aval** est positive de 68 millions d'euros (contre une contribution négative de 9 millions d'euros en 2012) grâce à la réception d'acomptes et à la contribution de contrats étrangers non-récurrents.

La variation du BFR opérationnel du **BG Energies Renouvelables** est positive de 2 millions d'euros (contre une contribution négative de 46 millions d'euros en 2012).

Analyse des investissements par BG :

Les investissements opérationnels bruts du groupe s'élèvent à 1 428 millions d'euros en 2013, contre 2 025 millions d'euros en 2012.

Ils ont été autofinancés par le cash-flow opérationnel généré par l'activité¹ contre un financement à hauteur de 64 % en 2012.

Les cessions d'actifs classées en cash-flow opérationnel s'élèvent à 53 millions d'euros en 2013 contre 284 millions d'euros en 2012 où elles comprenaient principalement les cessions de Millennium et de La Mancha Resources Inc. mises en œuvre dans le cadre du plan Action 2016.

¹ Avant investissements

En 2013, le groupe a réalisé 57 % de ses investissements sur les sites implantés en France.

Les investissements opérationnels nets retraités¹ s'établissent en conséquence à 1 374 millions d'euros en 2013, en recul de 640 millions d'euros par rapport à 2012.

Les investissements opérationnels nets retraités¹ du **BG Mines** s'élèvent à 335 millions d'euros en 2013 contre 497 millions d'euros en 2012. Cette baisse s'explique par la mise sous cocon de la mine de Trekkopje (Namibie). En 2013, les investissements se concentrent sur le développement des projets miniers de Cigar Lake (Canada) et d'Imouraren (Niger) et sur les investissements de maintien à niveau des sites en production (Kazakhstan, Canada, Niger).

Les investissements opérationnels nets du **BG Amont** s'établissent à 727 millions d'euros, en baisse par rapport à 2012 (1 182 millions d'euros), marquant ainsi l'inflexion des dépenses d'investissements liées au programme de construction des usines de conversion et d'enrichissement (l'usine Georges Besse II a atteint 74 % de sa capacité nominale à fin 2013).

Le **BG Réacteurs et Services** affiche un montant total d'investissements opérationnels nets de 147 millions d'euros à fin 2013, en recul par rapport à 2012 (198 millions d'euros). Ils comprennent principalement des développements pour la gamme de réacteurs du groupe et des investissements industriels dans l'activité Equipements (nouvelle presse sur le site du Creusot Forge notamment).

Les investissements opérationnels nets du **BG Aval** s'établissent à 115 millions d'euros, ils restent stables par rapport à 2012 (115 millions d'euros). La hausse des investissements dans l'activité Recyclage est compensée par leur baisse dans l'activité Logistique.

Les investissements opérationnels nets du **BG Energies Renouvelables** s'élèvent à 12 millions d'euros, en hausse par rapport à 2012 (3 millions d'euros). Ils portent notamment sur le développement du procédé de torréfaction.

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts publié passe de - 450 millions d'euros en 2012 à + 204 millions d'euros en 2013.

Résultat opérationnel positif

Le résultat opérationnel publié du groupe s'élève à 11 millions d'euros en 2013 contre 306 millions d'euros en 2012.

Retraité des effets cessions 2012¹, il recule de 77 millions d'euros en 2013 par rapport à 2012 qui avait bénéficié, dans les BG Mines, Amont et Aval, de l'effet ponctuel de la mise en place en mars 2012 d'un nouveau régime d'anticipation de fin de carrière, modifiant les dispositions du principal régime de préretraite d'une filiale du Groupe.

Analyse du résultat opérationnel par BG :

Le résultat opérationnel retraité¹ du **BG Mines** s'élève à 509 millions d'euros, contre 134 millions d'euros en 2012 où il comprenait des pertes de valeur des actifs miniers pour un montant total de 165 millions d'euros.

¹ Retraité(s) des impacts du plan de cession en 2012



Le résultat opérationnel du **BG Amont** s'élève à 21 millions d'euros, contre 145 millions d'euros en 2012, en baisse de 124 millions d'euros. Il avait bénéficié en 2012 d'une plus-value de cession d'actifs corporels pour un montant de 77 millions d'euros. Il comprend en 2013 des pertes de valeur pour un montant total de 120 millions d'euros (contre 143 millions d'euros en 2012) au titre :

- des actifs incorporels correspondant aux études préparatoires à la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium aux États-Unis (EREF), compte tenu de l'évolution défavorable des prévisions de prix à long terme dans l'enrichissement d'uranium et du coût moyen pondéré du capital utilisé pour le calcul de la valeur d'utilité, et en l'absence de partenaire capitalistique identifié pour mener à bien ce projet ;
- des actifs corporels de la coentreprise ETC, dont les perspectives industrielles sont affectées par les reports de plusieurs projets d'extension ou de construction d'usines d'enrichissement.

Le **BG Réacteurs et Services** affiche un résultat opérationnel de - 535 millions d'euros, contre - 410 millions d'euros en 2012. Il est affecté par 566 millions d'euros de dotations aux provisions pour pertes à terminaison au titre de projets lancés dans les années 2000 :

- 425 millions d'euros au titre de l'EPRTM d'Olkiluoto 3 (Finlande). Les modalités de comptabilisation du projet ont été modifiées. En application du paragraphe 32 de la norme IAS 11, AREVA a cessé de comptabiliser au 2nd semestre 2013 les coûts du contrat en fonction de son pourcentage d'avancement et comptabilise désormais les coûts encourus en charges. Seuls les coûts « cernables », concourant de façon efficace à l'avancement physique de la construction du réacteur, donnent lieu à une utilisation de la provision pour perte à terminaison. Une dotation complémentaire à la provision pour perte à terminaison a été comptabilisée au 31 décembre 2013 pour un montant de 275 millions d'euros, (qui s'ajoute aux 150 millions d'euros comptabilisés au 30 juin 2013) créant un dommage dont AREVA demandera réparation à TVO. 140 millions d'euros de coûts « non cernables » ont été enregistrés directement en charge au 2nd semestre au titre des coûts n'ayant pas contribué à l'avancement du projet compte tenu de l'efficacité insuffisante, du fait de TVO, dans la réalisation des travaux de construction résiduels (notamment les travaux de finition) et de la poursuite des activités d'ingénierie nécessaires à la validation de l'architecture détaillée du contrôle-commande.
- 141 millions d'euros au titre d'un contrat de modernisation d'un réacteur en Europe, dont les travaux d'arrêt de tranche ont débuté mi-2013.

Le **BG Aval** enregistre un résultat opérationnel de 308 millions d'euros en 2013, en baisse par rapport à 2012 (438 millions d'euros).

Le résultat opérationnel du **BG Energies Renouvelables** s'établit à - 39 millions d'euros en 2013, contre - 20 millions d'euros en 2012.

Résultat net part du groupe

Le résultat net part du groupe s'élève à - 494 millions d'euros en 2013 contre - 99 millions d'euros en 2012.

- La quote-part du résultat des entreprises associées est nulle en 2013 contre 11 millions d'euros en 2012.
- Le résultat financier est de - 248 millions d'euros en 2013, contre - 318 millions d'euros en 2012. Le coût de l'endettement financier net s'élève à - 214 millions d'euros en 2013 contre - 181 millions en 2012. L'évolution du résultat financier s'explique par la part liée aux opérations de fin de cycle qui s'améliore sur la période. Le résultat sur cessions de titres compris dans la part liée aux opérations de fin de cycle inclut 12 millions d'euros de reprise

de la dépréciation durable affectée aux titres cédés contre 93 millions d'euros au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2012, le résultat sur cessions de titres d'entreprises associées était principalement constitué de la plus-value sur la cession des titres Sofradir.

- Le produit d'impôt net atteint 62 millions d'euros en 2013, contre un produit net de 152 millions d'euros en 2012.

Endettement financier net, liquidité et actionariat

L'endettement financier net total du groupe s'élève à 4 415 millions d'euros au 31 décembre 2013, contre 4 307 millions d'euros au 31 décembre 2012. Cette hausse limitée de l'endettement net s'explique principalement par les décaissements d'impôts (143 millions d'euros) et de frais financiers (164 millions d'euros) et par la trésorerie consommée par les activités destinées à être cédées (173 millions d'euros), partiellement compensés par le cash-flow opérationnel libre des activités poursuivies (+ 204 millions d'euros).

En 2013, le groupe a renouvelé ses lignes de crédit bilatérales (à échéance 2015) et syndiquées (à échéance 2018) non tirées pour un montant total d'environ 2 milliards d'euros.

En 2013, la liquidité du groupe a été renforcée par :

- une émission obligataire d'un montant total de 500 millions d'euros à 7 ans (échéance 4 septembre 2020) avec un coupon annuel de 3,25 % ;
- un rachat d'obligations portant sur les souches 2016 et 2017 ;
- un placement privé obligataire d'un montant total de 8 milliards de yen (c. 60 millions d'euros) à 5 ans.

L'encours obligataire d'AREVA s'élève ainsi à 5,1 milliards d'euros à fin 2013 et le groupe n'a pas d'échéance majeure de remboursement de dette avant 2016.

Au 31 décembre 2013, le groupe disposait d'une trésorerie nette disponible¹ de 1 244 millions d'euros.

Avec un résultat net part du groupe négatif, l'application de la politique de dividende du groupe conduira le Conseil de Surveillance d'AREVA à proposer à l'Assemblée Générale de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2013.

La structure de l'actionariat a évolué avec la réalisation, couronnée par un succès important, d'une opération d'actionariat salarié à partir d'actions auto-détenues, à l'issue de laquelle plus de 14 600 salariés français, allemands et américains du Groupe (soit 36 % de l'effectif éligible, 39 % en France) sont devenus actionnaires ou détenteurs de parts du FCPE Actions Salariés AREVA, avec un niveau moyen d'investissement de plus de 2 200 euros par salarié, générant ainsi une entrée de trésorerie de 45 millions d'euros pour le Groupe. Au 31 décembre 2013, les salariés détiennent environ 1 % du capital d'AREVA.

Par ailleurs, La liquidité du titre AREVA a été renforcée par la mise en œuvre d'un contrat de liquidité avec Natixis.

¹ Trésorerie nette disponible : Trésorerie, équivalents de trésorerie minorés des dettes financières courantes

II – Environnement de marché

Les difficultés sur le marché nucléaire ont persisté depuis l'accident de Fukushima et la conjoncture reste incertaine à court-terme avec :

- un redémarrage plus lent que prévu des réacteurs japonais ;
- des prix de marché dans l'amont du cycle inférieurs à ceux de 2011 ;
- 4 arrêts de réacteurs aux Etats-Unis dans un environnement économique difficile ;
- une détérioration de la situation financière des électriciens occidentaux.

Toutefois les fondamentaux du marché de l'énergie, et en particulier la croissance de la demande en électricité, restent inchangés par rapport aux scénarios pré-Fukushima. L'Agence Internationale de l'Energie prévoit une croissance de la capacité installée d'environ 2 % par an à horizon 2030 (*World Energy Outlook 2013*), en ligne avec les projections des autres institutions du secteur. Les développements actuels confirment cette tendance :

- la croissance attendue de la base installée mondiale : 4 nouveaux réacteurs ont été connectés en 2013 et 72 sont en construction ;
- l'annonce de nouveaux programmes nucléaires, par exemple en Turquie, en Pologne, au Vietnam et en Arabie Saoudite ;
- la confirmation de programmes nucléaires via des renouvellements ou extensions de la flotte nucléaire de certains pays comme le Royaume-Uni ou le Brésil.

Dans cet environnement, AREVA se positionne pour tirer partie de la croissance future du marché, tant dans les activités récurrentes que dans les nouvelles constructions, tout en s'adaptant aux difficultés du marché à court-terme.

III – Perspectives financières

1^{ère} application d'IFRS 11 en 2014 :

La norme IFRS 11 entrée en vigueur le 1er janvier 2014 sera appliquée pour l'exercice 2014. Elle supprime l'option autorisée par la norme IAS 31 pour la consolidation des coentreprises selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les principales entités concernées pour le groupe AREVA sont : AREVA Dongfang, ATMEA, Cominak, ETC, JV CNNC-AREVA Shanghai Tubing Company (à noter que les activités Energies éolienne et Energie solaire seront également concernées à compter de la concrétisation des partenariats annoncé ou en cours).

	Publié 2013	2013 proforma IFRS 11
Chiffre d'affaires	9 240 M€	9 062 M€
EBE (en % du chiffre d'affaires)	11,3 %	10,7 %
Investissements bruts	1,4 Md€	1,4 Md€
Cash-flow opérationnel libre avant impôts	204 M€	157 M€

Pour l'exercice 2014, AREVA se fixe pour objectifs :

- une baisse du chiffre d'affaires organique de l'ordre de 2 % à 5 % (à noter que le chiffre d'affaires bénéficiait jusqu'au 31 décembre 2013 des ventes d'uranium vendus via les accords dits « HEU » ; en 2013, ces ventes représentaient 4 % du chiffre d'affaires du groupe) ;
- une marge d'EBE / chiffre d'affaires en légère progression ;
- des investissements bruts à 1,3 milliard d'euros ;
- un cash-flow opérationnel libre avant impôts positif

Sur la période 2015-2016, AREVA se fixe pour objectifs :

- une croissance organique du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 à 5 % en moyenne par an ;
- une marge d'EBE en croissance d'environ 2 points en moyenne par an ;
- des investissements bruts ramenés à 1,1 milliard d'euros par an en moyenne ;
- une croissance significative du cash-flow opérationnel libre avant impôts positif.

Politique de dividendes :

La mise en place d'une politique de dividendes en adéquation avec le plan stratégique Action 2016 a été approuvée par le Conseil de Surveillance lors de sa séance du 26 février 2014. Ainsi, pour le dividende 2015, arrêté sur la base des comptes 2014, le taux de distribution sera déterminé dans la limite de 25 % du résultat net part du groupe.

A PROPOS

AREVA fournit à ses clients des solutions de haute technologie pour produire de l'électricité avec moins de CO₂. L'expertise du groupe et son exigence absolue en matière de sûreté, de sécurité, de transparence et d'éthique font de lui un acteur de référence, dont le développement responsable s'inscrit dans une logique de progrès continu. Numéro un mondial du nucléaire, AREVA propose aux électriciens une offre intégrée unique qui couvre toutes les étapes du cycle du combustible, la conception, la construction de réacteurs nucléaires et les services pour leur exploitation. Le groupe développe fortement ses activités dans les énergies renouvelables – éolien, bioénergie, solaire, stockage d'énergie – pour devenir un leader européen de ce secteur. Grâce à ces deux grandes offres, les 46 000 collaborateurs d'AREVA contribuent à fournir au plus grand nombre une énergie toujours plus sûre, plus propre et plus économique.



La présentation des résultats annuels d'AREVA sera accessible en direct sur Internet le 26 février 2014, à 17:45 CEST. Pour accéder au webcast, cliquez sur les liens ci-dessous :

Version française : http://webcast.areva.com/20140226/resultats_annuels_2013/

Version anglaise : http://webcast.areva.com/20140226/2013_annual_results/

Calendrier prévisionnel des événements et publications

24 avril 2014 – 17:45 CEST	Communiqué de presse Chiffre d'affaires et informations relatives au 1 ^{er} trimestre 2014
20 mai 2014 – 15:30 CEST	Assemblée Générale Mixte des actionnaires Tour AREVA – 1, Place Jean Millier, 92400 Courbevoie
31 juillet 2014 – 17:45 CEST	Communiqué de presse Résultats semestriels 2014
1 ^{er} août 2014	Conférence téléphonique et webcast Résultats semestriels 2014

Nota bene :

- Statut des comptes de l'année 2013 à l'égard de l'audit :

Les procédures d'audit sur les comptes consolidés sont terminées et le rapport de certification de ces comptes est émis. Les comptes consolidés 2013 ont été certifiés sans réserve et avec des observations attirant l'attention du lecteur sur les éléments suivants : les incertitudes liées aux difficultés d'exécution de contrats d'étude et de réalisation d'un réacteur prototype expérimental, les conditions de réalisation du contrat OL3 et les modalités de comptabilisation de celui-ci, les activités destinées à être cédées ainsi que sur les modalités d'évaluation passifs de fin de cycle.

- Déclarations prospectives :

Ce document contient des informations et des déclarations prospectives. Les déclarations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits et des services futurs ou les performances futures. Bien que la direction d'AREVA estime que ces déclarations prospectives sont raisonnables, les investisseurs et les porteurs de titres AREVA sont alertés sur le fait que ces déclarations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle d'AREVA, qui peuvent impliquer que les résultats et développements attendus diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les informations et déclarations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par AREVA auprès de l'AMF, y compris ceux énumérés sous la section « Facteurs de risques » du document de référence enregistré auprès de l'AMF le 28 mars 2013 et actualisé avec le rapport semestriel 2013 (consultables en ligne sur le site internet d'AREVA à l'adresse : www.areva.com). AREVA ne prend aucun engagement de mettre à jour les informations et déclarations prospectives à l'exception de ce qui est requis par les lois et règlements applicables.



Annexe 1 - Compte de Résultat

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Proforma	Var. 13/12
Chiffre d'affaires	9 240	8 886	+ 4,0 %
Autres produits de l'activité	49	63	- 14 M€
Coût des produits et services vendus	(7 990)	(7 955)	- 35 M€
Marge brute	1 299	994	+ 305 M€
Frais de Recherche et Développement	(293)	(311)	+ 18 M€
Frais commerciaux	(215)	(221)	+ 6 M€
Frais généraux et administratifs	(390)	(406)	+ 16 M€
Autres charges et produits opérationnels	(389)	251	- 640 M€
Résultat opérationnel	11	306	- 295 M€
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	44	51	- 7 M€
Coût de l'endettement financier brut	(258)	(232)	- 26 M€
Coût de l'endettement financier net	(214)	(181)	- 33 M€
Autres charges et produits financiers	(34)	(137)	+ 103 M€
Résultat financier	(248)	(318)	+ 70 M€
Impôts sur les résultats	62	152	- 90 M€
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	0	11	- 11 M€
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	(175)	151	- 326 M€
Résultat net d'impôt des activités en cours de cession	(248)	(226)	- 22 M€
Résultat net de la période	(423)	(74)	- 349 M€
Dont Résultat net part des minoritaires	71	24	+ 47 M€
Dont Résultat net part du groupe	(494)	(99)	- 395 M€
Résultat global	(504)	(195)	- 309 M€
Nombre moyen d'actions hors actions propres	380 590 309	381 022 026	ns
Résultat net part du groupe par action (en euros)	- 1,30 €	- 0,26 €	- 1,04 €



Annexe 2 - Tableau des Flux de Trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 proforma	Var. 13/12
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	877	836	+ 41 M€
Intérêts nets et impôts versés	(344)	(400)	+ 56 M€
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	534	436	+ 98 M€
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	518	310	+ 208 M€
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 052	746	+ 306 M€
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(1 364)	(1 056)	- 308 M€
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	272	(406)	+ 678 M€
Diminution (augmentation) des titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	211	(179)	+ 390 M€
Impact des variations de taux de change	(17)	(13)	- 4 M€
Flux net de trésorerie généré par les activités en cours de cession	28	126	- 98 M€
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	181	(784)	+ 965 M€
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 489	2 273	- 784 M€
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 670	1 489	+ 181 M€

Annexe 3 - Bilan simplifié¹

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2013	31.12.2012
ACTIF	22 346	21 709
Goodwill	3 864	3 999
Immobilisations corporelles et incorporelles	11 372	10 699
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	6 256	5 912
Titres des entreprises associées	145	175
Autres actifs financiers non courants	262	294
Impôts différés (actifs – passifs)	1 122	1 006
Besoin en fond de roulement opérationnel	(1 318)	(601)
Actifs nets des activités en cours de cession*	643	225
PASSIF	22 346	21 709
Capitaux propres	5 082	5 556
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 437	6 331
Autres provisions courantes et non courantes	4 881	4 751
Autres éléments d'actif et de passif	1 142	691
Endettement net	4 415	4 307
Passif des activités destinées à être cédées	389	73
Total bilan simplifié	22 346	21 709

* Hors capitaux propres des activités en cours de cession

¹ Le bilan simplifié compense des éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement opérationnel, de l'endettement net ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté dans les comptes consolidés.



Annexe 4 – Définitions

A données comparables / à p.c.c. : à périmètre et taux de change constants.

Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO) : le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en-cours,
- clients et comptes rattachés,
- avances versées,
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance,
- moins : Fournisseurs et comptes rattachés, Avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance,
- NB : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

Carnet de commandes : le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

Cash-flow opérationnel (CFO) libre : il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant impôts sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE, hors opérations de fin de cycle,
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel,
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre),
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations,

- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations,
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice,
- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées) nettes de la trésorerie acquise.

Dettes nettes (ou endettement net) : la dette nette est définie comme la somme des dettes financières courantes et non courantes, minorée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

NOTA : la définition de la dette nette d'AREVA a été modifiée au 31 décembre 2013 afin de se conformer à la définition publiée par l'Autorité des Normes Comptables. La définition utilisée auparavant était la suivante : "la dette nette est définie comme la somme des dettes financières courantes et non courantes, minorée de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers courants". Les données comparatives de 2012 ont été retraitées conformément à la nouvelle définition.

EBE (excédent brut d'exploitation) : l'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice, ainsi que les soultes versées ou à verser à des tiers au titre du démantèlement des installations. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

Effet de change : l'effet de change mentionné dans ce communiqué provient de la conversion des comptes des filiales dans l'unité de compte du groupe. Cet effet résulte principalement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro. AREVA rappelle également que sa politique de couverture de change des opérations commerciales vise à protéger sa profitabilité contre la fluctuation du cours des devises par rapport à l'euro.

Flux des opérations de fin de cycle : cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces opérations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture,
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture,
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations,
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture,
- minorés des dépenses relatives aux opérations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice,
- minorés des soultes versées au titre du démantèlement des installations.

Gearing : ratio dette nette / (dette nette + fonds propres).